



# LES DIMENSIONS CULTURELLES DU POUVOIR

■ PAUL CLAVAL

**Résumé:** La réflexion sur les rapports entre pouvoir et culture met en évidence des crises qui affectent le monde contemporain: crise de identité, crise économique et financière, crise de l'Etat-nation, crise du modèle occidental de société et de civilisation. Ces crises remettent en cause une prise de conscience de la besoin de transformations.

Dans cet sens, la politique peut signifier une possibilité d'orienter la culture qui l'on partage vers un monde plus humain. La politique, permet aux hommes de se bâtir un avenir partagé en construisant une culture qui leur soit commune et qui transcende ce qui jusqu'alors les sépareit.

**Mots-clefs:** Géographie politique. Pouvoir. Culture. Etat. Territoire. Réseaux.

Culture et pouvoir ? Comment penser leurs rapports ? Qu'apportent les travaux de géographie politique en ce domaine ?

Il y a plusieurs façons de concevoir la géographie politique : Friedrich Ratzel donne naissance à la première à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; c'est pour lui la forme que doit adopter la géographie humaine lorsqu'elle aborde les peuples de Culture – *Kulturvölker*. Ce qui les caractérise, c'est une

réalité spatiale fondamentale, l'Etat. Le but de la géographie politique est d'analyser celui-ci et les phénomènes spatiaux qui lui sont corrélatifs, les frontières, la capitale, l'existence de divisions territoriales hiérarchisées.

La seconde conception se développe à partir des années 1960. L'accent n'est plus mis, dès le départ, sur des réalités territoriales. L'idée est d'analyser la

dimension spatiale des relations sociales qui mettent en jeu des effets de pouvoir.

Une autre perspective s'est ouverte depuis une trentaine d'années : largement inspirée par Michel Foucault, elle se veut critique et insiste plus particulièrement sur le rôle de certaines techniques spatiales dans le développement des formes modernes de pouvoir et de domination.

Ces perspectives éclairent de manière différente les relations qui se nouent entre culture et pouvoir.

### **La tradition ratzelienne : géographie politique, Etat et culture \_\_\_\_\_**

L'étude géographique des faits politiques s'est longtemps structurée autour d'un problème : celui du rôle de l'Etat dans la vie des sociétés modernes. Une telle perspective permet d'aborder les rapports entre culture et politique, mais elle ne les éclaire qu'en partie.

#### **1. La géographie politique stricto sensu**

La perspective qui met l'Etat au centre des préoccupations de la géographie politique conduit à définir trois champs complémentaires, mais relativement indépendants. Le premier, celui de la géographie politique *stricto sensu*, si l'on veut, est structuré par Ratzel : à un certain niveau de développement, les peuples arrivent à surmonter les querelles qui les minent et à s'unir pour se

doter d'une institution commune, l'Etat. Celui-ci leur assure le contrôle d'un territoire. C'est à la fois le signe et l'instrument du progrès : le signe, car il témoigne de la capacité nouvelle des groupes à se penser et à s'organiser comme réalité globale ; l'instrument, car il leur permet, grâce à la paix qu'il institue, d'accumuler des forces, de se doter d'armées et d'armements pour la défense ou pour l'attaque, de développer leurs richesses et d'améliorer leur niveau de vie. Pour s'organiser, l'Etat définit des frontières qu'il fait respecter par ses voisins, ce qui implique une organisation militaire – fortifications, armées, magasins, etc. Pour assurer l'unité de commandement que demande l'action collective, le pouvoir doit s'exercer à partir d'une ville bien située pour dominer l'ensemble de l'Etat ou pour le protéger des attaques de l'étranger : elle devient la capitale. Pour transmettre et faire respecter ses injonctions, et recueillir les informations indispensables à l'élaboration de ses décisions, le gouvernement divise le pays en circonscriptions administratives où il place ses agents, sa police et ses troupes ; il donne à ces divisions une structure emboîtée pour faciliter l'acheminement des ordres et des nouvelles.

Tous les peuples ne disposent pas des capacités qui conduisent à faire de l'Etat un instrument de paix intérieure, de prospérité et de puissance vis-à-vis de l'extérieur : pour y parvenir, il faut posséder un certain sens de l'espace, *Raumsinn*. C'est de ce sens de l'espace que dépend le classement des sociétés sur l'échelle des civilisations – on retrouve là la perspective évolutionniste qui est centrale

dans la géographie de Ratzel. Mais ce sens de l'espace est l'expression de façons spécifiques de sentir, de penser, de planifier : la géographie politique traditionnelle rencontre donc là la culture d'une première manière.

L'Etat moderne est national : il est l'expression d'un peuple, auquel il permet d'affirmer son génie propre ; il fait naître en retour un attachement profond. Tel que l'analyse la géographie politique ratzélienne, c'est par la territorialité dont il est l'expression et qu'il nourrit que l'Etat revêt sa dimension culturelle essentielle. Des difficultés naissent évidemment lorsque le peuplement de l'Etat n'est pas homogène : des territorialités conflictuelles coexistent alors, dont témoignent les mouvements irrédentistes.

## **2. La géopolitique**

La vision que Ratzel a de la vie politique conduit à définir une deuxième discipline : la géopolitique. Alors que la géographie politique *stricto sensu* part des distributions spatiales au sein desquelles s'inscrivent les jeux du pouvoir, la géopolitique explore le sens de l'espace qui permet aux gouvernants de définir des stratégies pour asseoir leur emprise sur leur pays ou mener des politiques expansionnistes.

Dans cette perspective, l'accent est mis sur les représentations que les hommes d'Etat, les diplomates, les militaires, les marins se font de leur pays et de la scène internationale. Pour la plupart,

le but est de conforter la puissance de leur nation, d'élargir son assise territoriale et de la doter d'un empire colonial. Dans les pays de langue anglaise ou de langue allemande, c'est dans cet esprit que se développe surtout, entre les deux guerres mondiales, la réflexion géopolitique. Celle-ci est assez cynique : elle n'essaie pas de respecter les territorialités que tel ou tel peuple cherche à vivre ; elle vise à donner plus de puissance aux Etats dominants.

En France – et sans doute parce que les géographes ont le sentiment que leur pays n'est plus qu'une puissance moyenne, dont la Guerre de 1914-1918 a révélé la vulnérabilité -, la réflexion géopolitique prend une autre forme : son but est de construire un ordre international qui assure la paix et permette à tous les peuples de se doter de structures politiques où leurs sentiments de territorialité puissent s'épanouir. Cette géopolitique est donc plus sensible aux dimensions culturelles de la réalité mondiale que ce n'est le cas des géopolitiques de puissance.

## **3. La géographie électorale**

La réflexion géographique, qui part de la réalité spatiale que constitue l'Etat, conduit à l'apparition d'un troisième volet : dans tous les pays démocratiques, les gouvernants tiennent leur légitimité du peuple. Celui-ci exprime sa volonté à travers un système représentatif. Que signifient les consultations électorales ? Que nous révèlent-elles sur la nation ?

Telle est la question que se pose André Siegfried dans les années 1910. Il appartient à un milieu où l'on s'intéresse à la fois aux affaires et à la politique – son père est un gros importateur de coton et préside le Sénat. S'inscrivant dans la tradition familiale, André Siegfried se présente trois fois à des élections législatives. Il est battu trois fois. Pourquoi ces défaites successives, qui interviennent dans des circonscriptions différentes de la France de l'Ouest ?

André Siegfried entreprend de cartographier les résultats des élections qui se sont déroulées en France depuis 1871. La constance de certaines orientations politiques est surprenante: l'Ouest de la France, où il a été candidat, vote à droite – d'où ses échecs, car il appartient au centre-gauche libéral. André Siegfried compare les résultats des élections avec la composition sociale des électors. Il y a une corrélation entre classe et sensibilité politique – les régions ouvrières votent plus à gauche – mais elle est beaucoup moins nette qu'on ne pourrait le croire. Dans l'Ouest de la France, toutes les circonscriptions élisent des députés de droite, même lorsqu'elles comportent des foyers industriels importants.

C'est du côté de l'histoire que Siegfried se tourne alors : les pays de l'Ouest, très catholiques, ont mal vécu la politique religieuse menée lors de la Révolution française : cela a conduit à une longue guerre civile, la guerre de Vendée, dont le souvenir n'est pas éteint. C'est un événement historique, donc, qui explique la singularité de l'Ouest. Des mentalités particulières se sont alors créées et radicalisées. L'histoire compte parce qu'elle fait

naître des cultures politiques différentes – c'est un autre point de rencontre de la géographie politique traditionnelle et de la culture.

#### *4. Un bilan mitigé*

Essayer de bâtir la géographie politique autour de la réalité spatiale essentielle que constitue l'Etat conduit à des résultats intéressants, mais fait aussi apparaître un certain nombre de difficultés : l'éclatement du champ, d'abord, entre trois sous-disciplines, géographie politique, géopolitique, géographie électorale, qu'aucun effort ne parvient vraiment à souder ; l'incapacité de traiter de la vie politique dans les sociétés sans Etat, ensuite ; l'impossibilité, enfin, d'expliquer le déclin contemporain de l'Etat-nation.

A cela s'ajoute une prise en compte réductrice de la dimension culturelle des comportements humains dans le domaine politique : pour beaucoup de spécialistes de géographie politique, la territorialité que manifestent les peuples apparaît plutôt comme un résidu d'un passé lourd à porter que comme une force positive. Les géopolitiques de la paix, avec leur souci des nationalités, sont souvent jugées un peu naïves par ceux qui croient surtout aux jeux de force. La géographie électorale cerne des formes spécifiques de territorialité, mais celles-ci sont davantage analysées comme des éléments venus d'une histoire longtemps irrationnelle, que comme des facteurs positifs d'organisation de l'espace et de construction d'un avenir partagé.

Ce sont ces difficultés et ces insuffisances qui conduisent, à partir des années 1960, à l'émergence de nouvelles perspectives.

### **De nouveaux développements : une géographie politique du pouvoir**

Une nouvelle géographie politique naît des efforts d'approfondissement qui caractérisent l'ensemble de la discipline à partir de la fin des années 1950. La démarche cesse d'être directe : on ne part plus de distributions spatiales. La stratégie devient indirecte : les géographes analysent des processus sociaux et mettent en évidence leurs caractéristiques spatiales. Cela donne une vue plus large de ce que sont les hommes, de ce qui les motive, et de la manière dont leur existence s'inscrit dans des cadres qui pèsent sur leurs choix. La géographie humaine sort de son isolement et se rapproche des autres sciences sociales.

### ***Au cœur de la nouvelle géographie politique : les processus sociaux qui mettent en jeu des effets de pouvoir***

La nouvelle géographie politique ne privilégie pas l'Etat et les autres expressions spatiales de l'organisation politique – frontières, capitales, divisions administratives, etc. Sa démarche se structure en deux phases : la première repère ce qui, dans les mécanismes sociaux et dans les choix des individus, met en jeu des effets de pouvoir, quelle que soit leur forme ; la seconde s'interroge

sur la traduction spatiale des jeux d'influence, de domination ou de contrôle ainsi repérés.

Mettre l'accent sur le rôle du pouvoir dans les relations sociales comporte un danger. En France, les formes dogmatiques du marxisme commencent à régresser aux alentours de 1970. Certains de ceux qui les ont acceptées dans le passé, conçoivent désormais le jeu social comme une mise en scène du pouvoir : c'est le politique qui décide de tout en dernière instance. Ils ne sont pas très loin du principe dont ils se réclamaient plus jeunes, lorsqu'ils disaient : "c'est l'économique qui décide toujours de tout en dernière instance !"

Pour échapper à ce danger, il convient de procéder analytiquement. Le pouvoir est une réalité complexe. Il est présent dans la plupart des systèmes de relations qui structurent les groupes et leur permettent de fonctionner : dans la famille, dans les associations, sur les marchés, dans les hiérarchies féodales ou de caste comme dans l'entreprise ; il n'y a guère que dans les sociétés contemporaines que le pouvoir s'autonomise – mais sans jamais se libérer totalement des réseaux de liens familiaux, des contraintes économiques, du sens de l'honneur et de la recherche des honneurs.

Le pouvoir s'exerce de diverses manières : pouvoir de faire, pouvoir de faire faire, ou encore : pouvoir sur les choses, pouvoir sur les hommes. C'est à cette seconde forme que s'intéresse la géographie politique, mais le développement du pouvoir des individus sur les choses, à travers l'amélioration de l'outillage qu'ils mettent en œuvre, l'utilisation de

machines et la maîtrise de sources d'énergie concentrée, réduit le besoin que l'on éprouve de commander autrui : pourquoi recourir à des esclaves ou à des domestiques quand on dispose d'équipements capables de tout faire ?

Le pouvoir sur les êtres revêt plusieurs formes. (i) Il naît de la capacité de persuasion de celui qui détient déjà un savoir, ou de celui qui manie habilement le verbe ou la plume et se montre convaincant. (ii) La domination économique revient à ceux qui disposent de moyens de production (biens fonciers, outillages, savoir-faire) : ils imposent leurs conditions à ceux qui n'ont que leurs bras et ont besoin de travailler. (iii) On peut contraindre par la force les gens à faire ce qu'ils ne feraient pas s'ils étaient libres ; la menace d'y recourir a souvent des effets aussi contraignants, et plus larges, que son usage direct – nous sommes bien placés pour le savoir, avec la place que tient aujourd'hui le terrorisme dans certaines sociétés. (iv) Il existe enfin des formes de pouvoir légitime, dans lesquelles chacun remet à un chef, ou à un groupe, la responsabilité de décider à sa place ; selon les sociétés, les justifications de cette délégation diffèrent : ici, la présence d'un chef est acceptée parce qu'il en a toujours été ainsi (c'est le pouvoir traditionnel de Max Weber) ; ailleurs, il est apparu un leader auquel tous croient (pouvoir charismatique) ; il arrive enfin qu'on soit convaincu de l'aptitude de certains à prendre des décisions éclairées au nom de tous (pouvoir rationnel).

### *La dimension spatiale des processus où intervient le pouvoir*

Dans les processus où intervient le pouvoir, l'espace joue un rôle de plusieurs façons :

(i) Le pouvoir naît des positions occupées par les différents acteurs qui participent à une relation, de leurs réactions, des décisions qu'ils prennent ou du conditionnement qu'ils subissent. Dans leurs choix, tous dépendent des informations dont ils disposent. Les ordres donnés doivent être acheminés et appliqués à distance. Cela implique des flux d'information. Leur volume est variable. La communication est un facteur-clef des jeux de pouvoir.

L'éloignement rend les échanges de connaissances ou de nouvelles difficiles : il s'oppose à l'acheminement de flux importants et continus d'information ; ils appauvrit ou dénature les messages. Dans le domaine politique comme dans la sphère économique, il existe une distance au-delà de laquelle les systèmes perdent de leur efficacité, puis cessent de fonctionner - une portée-limite. Un exemple classique : celui du Maroc, où s'opposaient la partie centrale, le *bled maghzen*, qui était effectivement contrôlée par le Sultan, et les marges périphériques, le *bled es siba*, où celui-ci avait, au mieux, un pouvoir nominal.

(ii) La création de sphères où tous se comprennent demande des échanges denses et longs. Pour qu'un climat de confiance s'instaure, pour que la légitimité du pouvoir soit acceptée par tous et pour que l'obéissance devienne naturelle, l'investissement préalable est considérable : il

implique l'acquisition d'une langue, de connaissances et de valeurs partagées ; il repose sur l'expérience renouvelée de la bonne foi des participants.

(iii) L'acheminement de nouvelles ou d'ordres n'implique pas d'échanges aussi volumineux d'informations : celles qui sont en jeu sont standardisées et relativement brèves. Dans la mesure où la communication ne s'effectue pas dans un climat de confiance – ce qui est souvent le cas lorsqu'on a recours à la force -, des systèmes de contrôle sont toutefois nécessaires. Ils mobilisent des flux constants et importants d'informations.

(iv) La communication symbolique joue un rôle essentiel dans certains mécanismes où se manifeste le pouvoir : un signe simple, un drapeau, la croix, le croissant, un chant, une image suffisent à rappeler à des milliers ou des millions de personnes qu'ils appartiennent à une même communauté : le volume d'information transmis au moment où joue l'effet symbolique est faible – mais le conditionnement qui conduit les gens à se considérer comme membres d'un même ensemble demande qu'au préalable aient été échangés de manière répétée des volumes importants d'information.

Les jeux du pouvoir reposent ainsi sur trois grands types de communication : (i) le transfert de connaissances ou d'expériences, (ii) l'acheminement de nouvelles ou d'ordres, (iii) le déclic déclenché par un symbole.

### ***Réseaux et aires : leur dimension matérielle***

ESPAÇO E CULTURA, UERJ, RJ, N. 31, P.7-23, JAN./JUN. DE 2012  
<http://www.e-publicacoes.uerj.br/index.php/espacoecultura/>

Dans la mesure où ils impliquent l'échange plus ou moins constant d'informations, les rapports où s'expriment les jeux du pouvoir sont structurés par des réseaux. Ceux-ci n'ont pas toujours la même forme : ils peuvent être faits de lignes enchevêtrées qui relient les partenaires deux à deux, sans centralisation et hiérarchisation ; ces structures deviennent rapidement si lourdes qu'elles sont inefficaces. On gagne beaucoup à localiser tous les contacts ou à faire transiter toutes les lignes par un même point : le passage de partenaire à partenaire se fait plus vite. Ceux qui résident en ce lieu possèdent un avantage sur les autres : ils sont mieux informés ; cela devient souvent pour eux une source de supériorité et de pouvoir. Pour éviter d'allonger les distances (si les participants ont besoin de se rencontrer physiquement) ou les lignes (lorsqu'ils communiquent par téléphone), on a intérêt à créer une multiplicité de lieux centraux et à les hiérarchiser : plus on se trouve haut dans la pyramide, et plus il est facile de savoir ce qui se passe au sein d'un territoire étendu. La structure des réseaux d'information favorise ainsi – ou a favorisé jusqu'il y a peu - la centralisation du pouvoir. Les progrès récents des télécommunications ont fait perdre aux réseaux hiérarchiquement organisés une partie de cet avantage.

Le coût des transferts à distance limite la dimension de beaucoup de réseaux, ce qui restreint l'exercice du pouvoir à des cercles dont le rayon est limité : dans l'analyse des fondements de la géographie politique, on passe ainsi de la forme linéaire des réseaux aux deux dimensions des

surfaces. L'existence de modes de communication plus économes – la communication symbolique en particulier – cimente des ensembles qui auraient par ailleurs tendance à éclater : on sait depuis Jean Gottmann le rôle que joue ce qu'il appelait 'iconographie' dans la structuration de l'espace social et politique.

### ***Architecture sociale et jeux de pouvoir : une analyse sociale qui met en jeu la culture***

Les réseaux qui permettent d'acheminer connaissances, nouvelles, ordres, symboles au sein d'une société sont d'abord matériels et mobilisent une infrastructure de chemins, de routes, de voies ferrées, de liaisons aériennes, de lignes téléphoniques et de réseaux hertziens. Ils affectent la répartition des éléments de puissance au sein des groupes, car c'est à travers eux que l'accumulation des richesses, l'acquisition de statuts enviés, l'exercice d'une autorité reconnue ou la concentration de la force deviennent possibles. Pour que la société fonctionne, il importe que les positions et les rôles qu'assument les partenaires dans les relations qu'ils entretiennent répondent à une certaine logique : c'est pour cela que les réseaux de relations sont institutionnalisés, c'est-à-dire reconnus et contrôlés par les groupes.

Les possibilités que l'on a de combiner des rôles ne sont pas illimitées : on peut s'appuyer sur le langage des relations familiales, descendance et alliage entre lignages – ce qui introduit une dimension hiérarchique, en pyramide, jusqu'au premier ancêtre commun ; on peut s'associer, ou

procéder à des échanges organisés grâce à un marché. La mise en place de hiérarchies peut se faire hors du cadre de la famille : relations du maître et de l'élève, rapports du maître à l'esclave, des membres de castes ou d'ordres supérieurs à des castes ou ordres inférieurs, du seigneur à son vassal. La concentration de la force aux mains d'un seul aboutit parfois au même résultat – les Grecs parlaient alors de tyrannie. Nos sociétés reposent sur des systèmes plus complexes : les organisations combinent l'efficacité de transfert des informations que donnent des structures hiérarchiques à la qualité des décisions qui résultent de la libre circulation des informations entre égaux, dans l'état-major qui coiffe l'ensemble. Les systèmes politiques adoptent la structure hiérarchique qui permet la concentration du pouvoir, comme on le sait depuis les premières tyrannies, et cherchent à instaurer un climat qui fait accepter comme légitimes les décisions venues d'en haut.

La mise en place des réseaux de relations institutionnalisées implique, au sein d'une société, que certains, ou tous, aient connaissance de la grammaire des rôles et des statuts sur lesquelles elles reposent : elle est affaire de culture.

Le premier domaine où l'analyse du pouvoir rencontre la culture est donc celui de l'architecture des relations institutionnalisées que le groupe met en œuvre. Il repose sur des connaissances partagées, des expériences vécues en commun, des normes acceptées, des statuts reconnus. Ces cadres n'interdisent pas aux individus d'innover, mais il orientent leurs initiatives, leur ouvrent certaines possibilités et leur en ferment d'autres.

La culture fournit une justification aux institutions qui structurent les sociétés. Mais les mécanismes qui les régissent ne sont pas figés : ils évoluent parce que d'autres formes de relations sont inventées, d'autres types de légitimation acceptés. La culture donne à l'architecture des relations sociales un statut qui lui assure une certaine stabilité, mais contribue aussi à ses adaptations et transformations.

### ***Architecture sociale et jeux du pouvoir : sociétés sans Etat, sociétés avec Etat***

L'analyse des dynamiques du pouvoir et de leur traduction spatiale souligne la multiplicité des architectures imaginées pour faire vivre les groupes et asseoir leur prise sur l'espace. Deux grandes familles de sociétés s'opposent : (i) celles où le pouvoir est toujours imbriqué dans des systèmes de relations dont la finalité est multiple, et dont il n'est qu'un ingrédient ; (ii) celles où une partie des formes du pouvoir s'autonomise.

(i) Dans la plupart des sociétés traditionnelles, la famille, les lignages et le jeu des alliances qu'ils concluent à chaque génération tiennent une place essentielle dans les dynamiques du pouvoir. Cette grammaire est assez riche pour permettre le fonctionnement des sociétés tribales.

Comme Jacques Maquet l'a montré pour l'Afrique, la plupart des sociétés mettent en œuvre d'autres types de relations institutionnalisées : associations de classes d'âge, systèmes d'échange économique sous la forme de troc ou de circuits de biens symboliques, comme dans la *kula* que Bronislaw

Malinowsky a décrite aux îles Trobriand. L'Afrique interlacustre y ajoute des systèmes d'ordres et de castes. Enfin, annonçant les systèmes où le pouvoir s'autonomise, certains groupes se dotent d'une royauté dont le rôle est fondamentalement religieux : le pouvoir est déjà en train de s'autonomiser – mais dans le domaine symbolique seulement.

(ii) Le recours à la force facilite l'émergence de systèmes où le pouvoir n'est plus inséré au sein de réseaux qui régissent des relations multiformes. Les organisations qui naissent ainsi sont éphémères tant qu'elles sont incapables de trouver une base légitime. Pour que le pouvoir politique soit accepté, il doit s'exercer sous certaines formes et dans certaines limites.

Au système politique, qui coiffe et dirige la société, s'oppose la société civile, tissée de relations diverses, familles, associations, organisations, entreprises, etc. Des jeux de pouvoir s'y exercent : le gouvernement doit les contrôler, limiter leur champ, les interdire dans certains cas ; il ne peut jamais les exclure. Même les régimes les plus totalitaires doivent s'appuyer sur des réseaux de relations institutionnalisées au sein desquelles influence intellectuelle et domination économique sont présentes. Il y a chez eux des faibles et des puissants : les premiers se donnent volontiers aux seconds pour bénéficier de protection et accéder à une certaine sécurité. Le pouvoir a ainsi tendance à se fragmenter.

(iii) Le système politique crée des avantages pour la collectivité – il génère ce que les économistes

appellent des biens publics. Mais son fonctionnement a un coût : il faut payer des fonctionnaires, entretenir une police et une armée, créer des infrastructures de transport, mettre en place un système éducatif et des services de santé. Pour financer son fonctionnement, l'Etat prélève des impôts sur la société civile. La démocratie a, entre autres, pour but de permettre aux citoyens de contrôler l'usage qui est fait de leur argent.

L'articulation d'un système politique sur la société civile est difficile tant que l'économie n'est pas monétarisée, car il est alors malaisé de faire circuler le produit des impôts que le pouvoir central exige : la tentation est grande, pour ceux qui sont en charge de leur perception, de garder pour eux partie ou totalité des biens qu'ils collectent : le pouvoir se féodalise.

De nouvelles difficultés d'articulation entre système politique et société civile sont apparues depuis un demi-siècle. Beaucoup d'Etats reçoivent des sommes beaucoup plus considérables des compagnies étrangères qui exploitent leurs richesses minières que des impôts qu'ils peuvent tirer de populations très pauvres : toute possibilité de contrôle démocratique du pouvoir disparaît alors. La création de paradis fiscaux ou la participation aux circuits internationaux de la drogue ont les mêmes effets : il y a des narco-Etats dans notre monde de narco-trafiquants.

(iv) Toutes les sociétés ne connaissent pas la concentration du pouvoir aux mains d'un seul, ou d'un groupe limité. On a longtemps pensé que cela traduisait leur retard sur l'échelle de l'évolution de

l'humanité. Les vues sont aujourd'hui plus nuancées : les sociétés amérindiennes d'Amérique du Sud sont des sociétés sans Etat parce qu'elles sont contre l'Etat (Clastres, 1974). La vie politique y est présente, mais elle s'inscrit dans un cadre qui force ceux qui disposent de richesses importantes à les dilapider s'ils veulent être respectés : ils sont alors dans l'impossibilité de se constituer une force personnelle qu'il rémunérerait. Dans de telles sociétés, le but de la majorité des acteurs est de tenir en échec ceux qui se montreraient trop ambitieux : l'accumulation de la force est contraire à leurs valeurs ; les relations sont institutionnalisées de telle sorte qu'elles permettent de contrôler ceux qui émergent du lot.

(v) Le progrès des conditions de production permet de dégager des surplus et de nourrir des gens qui ne sont pas directement impliqués dans la mise en valeur des ressources naturelles. Les techniques militaires se perfectionnent, ce qui donne l'avantage à ceux qui savent combiner de la meilleure manière armes offensives et défensives. Ce sont là des facteurs qui facilitent le passage des sociétés sans Etat aux sociétés à Etat – des facteurs nécessaires même, mais qui ne sont jamais suffisants. Les sociétés à Etat ne s'imposent que là où la concentration du pouvoir aux mains d'un seul se trouve acceptée ; un conquérant peut rassembler d'immenses territoires ; il ne réussit à les transformer en un Empire viable que s'il est reconnu comme chef par les populations qu'il a soumises, ou par certaines des classes qui les composent. Alexandre le Grand l'avait compris : il ne se contentait pas d'écraser ses adversaires ; il

reprenait leurs titres, épousait leurs filles, allait s'incliner devant leurs Dieux !

L'Etat ne peut vivre si ceux qui le gouvernent n'ont pas une certaine légitimité. Celle-ci ne résulte pas du progrès des techniques de production ou des armements, mais de l'émergence de nouvelles façons de penser le monde et la société : elle a une dimension culturelle. Ce n'est pas un hasard si les premières formes connues de monarchie sont religieuses : le Roi est celui qui est en bonne position pour parler aux Dieux, calmer leur colère et obtenir leur bienveillance. Lorsqu'il s'exerce au sein d'institutions politiques devenues autonomes, le pouvoir a besoin de s'enraciner dans l'idée d'un au-delà qui commande le monde, mais qui n'est accessible qu'à quelques-uns, ou qu'à un seul : celui-ci, ou ceux-ci, en tire(nt) le droit et l'obligation de veiller au destin de tous : le pouvoir a parti lié avec le religieux et l'idéologique : il s'appuie sur le fond de croyances qui cimentent les groupes.

Pour qui veut comprendre les rapports qui existent entre politique et culture, la géographie politique qui prend forme à partir des années 1960 va plus loin que celle qu'avait imaginée Ratzel. Elle montre comment le social et le politique sont pensés dans des cadres fournis par la culture. Toutes les relations institutionnalisées demandent une légitimation : elles impliquent que l'on croit à d'autres mondes, d'où proviennent les valeurs qui justifient l'ordre existant – et le remettent parfois en cause. C'est encore plus vrai dans les sociétés qui ont su se doter d'un Etat.

### *Des jeux de pouvoir au politique*

Une autre perspective aide à comprendre ce à quoi sert le pouvoir. Faire de la politique, ce n'est pas seulement supputer les forces de ses adversaires, circonvenir leurs amis, les débaucher, les démoraliser, les acheter : la mise en œuvre de ces petits moyens est souvent indispensable, mais elle ne suscite guère, chez ceux qui en sont les témoins – ou les victimes –, que dégoût ou mépris. Faire de la politique, au meilleur sens du terme, c'est imaginer des programmes pour faire régner l'harmonie au sein des groupes, aplanir les tensions qui y surgissent et donner un sens à leur existence. C'est affirmer que le monde qui nous attend peut être différent, et meilleur, que celui dans lequel nous vivons.

Les Français sont particulièrement ouverts à ces façons de voir la politique. Constituent-ils une race ? Non, l'histoire le leur enseigne : ils sont issus de mélanges renouvelés (Celts, Romains, Germains) et d'emprunts multiples aux cultures voisines. L'unité de leur pays n'est pas évidente. La plupart des auteurs insistent même sur son extraordinaire diversité. De Michelet à Vidal de la Blache, c'est paradoxalement de ce constat que partent les théoriciens de l'unité nationale française : pour eux, le génie du pays serait d'avoir donné une enveloppe commune à des réalités hétérogènes ! Fernand Braudel montre la fragilité de ce raisonnement : tous les pays sont divers, la France ne dispose d'aucun privilège en ce

domaine ; l'argument qui fonde l'identité nationale sur ce trait ne peut être accepté.

C'est plutôt de Renan qu'il faut partir pour comprendre ce qui cimente notre pays : la nation française ne résulte pas des multiples héritages qu'elle a reçus – même s'ils pèsent sur son destin. Elle s'enracine dans un vouloir vivre en commun : elle est, au sens plein du terme, politique. C'est parce qu'ils cherchent de façonner tous ensemble une société qui leur conviennent que les Français appartiennent au même peuple, quels que soient la couleur de leur peau ou le Dieu qu'ils révèrent.

On a souvent tendance à réduire la culture à un ensemble d'héritages. L'étude du politique montre qu'elle est tout autre chose : projection vers le futur, prise en main par les hommes de leur destin, volonté de donner un sens à l'existence. Comprendre ce qu'est le politique, c'est saisir une des dynamiques essentielles de la culture – dans le monde contemporain en particulier.

## Politique et culture : les évolutions contemporaines \_\_\_\_\_

Les géographes vivent depuis un demi-siècle une double évolution : celle qui naît de l'approfondissement de leur discipline, et celle qui transforme le monde contemporain et y provoque crises et mutations.

### *(i) L'attention accrue accordée aux représentations*

La géographie est née à une époque où dominaient les conceptions positives du savoir : pour elle, l'esprit rationnellement conduit était capable d'atteindre la vérité des choses. Aujourd'hui, on n'en est plus certain – particulièrement lorsqu'il s'agit de réalités sociales. Les hommes n'appréhendent jamais directement ce qui les entoure : il se le représente. Le tableau qu'ils en dressent est modelé par la langue qu'ils parlent, les images et pré-conceptions qu'elle charrie, l'éducation qu'ils ont reçue ou le conditionnement auquel les médias les soumettent. Le tournant culturel que la géographie a effectué depuis les années 1970 résulte de cette prise de conscience. Ce qu'il montre, c'est que l'environnement institutionnalisé dont les hommes se dotent reflète les codes qu'ils ont appris à maîtriser, les valeurs qu'ils ont reçues ou celles qu'ils découvrent à l'occasion des remises en cause collectives de leurs acquis. Les stratégies que les groupes imaginent pour gagner du prestige, se renforcer et conforter leur assise territoriale, dépendent de leurs manières de voir et de sentir, de leurs convictions, de leurs rêves : le champ de la géopolitique se trouve ainsi élargi.

Michel Foucault a consacré *Surveiller et punir* à la transformation des formes que prend le pouvoir au moment où les sociétés se modernisent, aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles : au lieu de s'imposer par des manifestations symboliques, l'art de dominer s'appuie sur un contrôle permanent et tatillon de la vie de chacun. Celui-ci est rendu possible par le progrès des techniques d'organisation et de représentation de l'espace : il peut s'agir de micro-

organisations, comme le *Panopticon* imaginé par Jeremy Bentham et qui condit à exercer une surveillance constante sur les prisonniers ; on peut avoir affaire aussi à des représentations comme celles qu'élabore la cartographie moderne ; elles font connaître et comprendre les territoires ; il est alors plus facile de les conquérir, de les défendre ou de les quadriller par des systèmes administratifs de contrôle qui transposent à l'échelle d'un pays ce que Bentham avait conçu à la dimension d'une prison. La géopolitique critique, qu'elle soit française avec Yves Lacoste, ou de langue anglaise avec O'Thuatail, s'emploie depuis une génération à dénoncer les complicités de la géographie et du pouvoir moderne – sous sa forme coloniale en particulier.

### *(ii) Les crises d'identité*

Jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, les sciences sociales ne parlaient guère des problèmes identitaires : les chercheurs savaient que le sentiment d'être limousin, breton ou basque jouait un rôle capital dans la vie régionale, comme celui d'être français, allemand ou brésilien à l'échelle nationale ou internationale. Mais la naissance de ces identités paraissait aller de soi, si bien que personne ne songeait à les étudier.

La situation est différente aujourd'hui. Les identités territoriales sont souvent des sentiments emboîtés : on est toulousain, et donc languedocien, et donc français. On supposait naguère que c'était de cette façon que s'était historiquement construit l'attachement à la nation.

Les études récentes montrent que les processus qui président à la formation des identités ne sont pas les mêmes lorsqu'on change d'échelle.

Dans le passé, c'était la prégnance de ce qui était transmis localement par la famille ou par le voisinage, qui expliquait la force des identités locales et régionales ; le parler, l'accent, les gestes, les costumes, la saveur du pain, le goût du vin, les marmites et les plats utilisés par la mère, de même que les outils que maniaient le père, constituaient un environnement familier auquel chacun s'identifiait d'autant plus facilement qu'il comprenait comment il fonctionnait. Les paysages, à travers lesquels ces façons de vivre s'exprimaient, confortaient le sentiment d'appartenir à un même tout.

Les identités nationales ne pouvaient reposer sur les mêmes bases : personne n'a d'expérience directe de l'ensemble du pays auquel il appartient. Comme Benedict Anderson l'a montré, c'est à travers l'enseignement qui devient obligatoire, et grâce à la manière dont l'histoire et la géographie du pays sont présentées, que les États façonnent, dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle, les sentiments d'identité nationale. Les voyages se multiplient à l'époque : les guides qui se multiplient apprennent à sentir ce par quoi on diffère des autres, et donc ce que l'on est.

Les modes traditionnels d'acquisition des identités sont bouleversés par l'évolution contemporaine : les cultures populaires de jadis, dont les bases étaient locales et qui faisaient une large place aux techniques productives, sont remplacées par des

cultures de masse, diffusées par les médias et qui apprennent aux gens à tous consommer la même chose au même moment. Parallèlement, les techniques de production, dont la base est de plus en plus scientifique, ne dépendent plus de la transmission locale de savoir-faire : elles sont les mêmes partout. Au début du XX<sup>e</sup> siècle encore, l'environnement matériel différait d'un lieu à l'autre, et chacun était capable de comprendre à quelle logique il obéissait. Aujourd'hui, il est uniforme. Les paysages se standardisent et cessent d'être transparents à ceux qui les habitent, parce que les logiques techniques et économiques qui les commandent leur échappent. La crise des identités locales et régionales est liée à la disparition de ce que Pierre Nora appelle mémoire vive.

Dans un monde plus mobile, chacun a mille occasions d'être confronté à d'autres cultures : il voyage ; il côtoie des étrangers - touristes ou travailleurs immigrés. Il est content de bénéficier des services sociaux que l'État dans lequel il vit a mis en place, mais il sait que des services plus ou moins analogues sont assurés ailleurs. La télévision apporte dans chaque foyer des images du vaste monde. Dans un tel contexte, il devient difficile de croire que la nation à laquelle on appartient est unique. L'identité nationale perd de sa force.

Les sociétés contemporaines traversent donc une phase de déterritorialisation, comme l'a souligné Rogerio Haesbaert. Comme on ne peut vivre sans identité, des processus de reterritorialisation sont parallèlement en œuvre – mais les figures qu'ils dessinent ne sont pas les mêmes que par le passé :

l'humanité ne se découpe plus aussi facilement en blocs relativement homogènes, localités, régions, nations. Les communautés dans lesquelles elle se reconnaît forment des mosaïques complexes, qui se structurent en réseaux plutôt qu'en ensembles territoriaux.

La crise des identités, qui est fondamentalement culturelle, remet en cause toute l'économie des constructions territoriales sur lesquelles reposait jusqu'ici l'organisation politique.

### *(iii) La crise de l'Etat-nation*

La discipline en mouvement qu'est la géographie est confrontée à un monde qui change. Ses transformations résultent en particulier de l'impact des techniques nouvelles. Celles-ci permettent de mobiliser partout des formes d'énergie concentrée. Elles font baisser le coût des transports de masse et accélèrent la circulation des personnes, ce qui rapetisse le monde. Le progrès des télécommunications va plus loin encore : en n'importe quel point, on peut désormais savoir, en temps réel, ce qui se passe à l'autre bout de la planète. Les progrès ont été à ce point substantiels que les réseaux n'ont plus besoin d'être hiérarchiquement structurés pour être efficaces.

Cette mutation ouvre la voie à des mutations profondes de la société. Dans le monde tel qu'il s'était organisé depuis le XVII<sup>e</sup> siècle – celui que les spécialistes de science politique qualifient de westphalien, puisqu'il était né au moment des traités de Westphalie -, l'immense majorité des réseaux présents dans la société civile était inscrite

dans les limites d'un Etat. Il y avait déjà, bien sûr, des entreprises qui travaillaient à cheval sur plusieurs pays, mais la fabrication de leurs produits s'effectuait essentiellement au sein d'un même Etat : à ce stade, les coûts de communication entre les établissements étaient trop élevés pour qu'on puisse les disperser. Les opérations menées à l'étranger avaient trait à la production des matières premières utilisées ou à la mise en marché du produit fabriqué.

Avec les nouveaux moyens de communication, la fabrication d'un produit peut être menée dans des localisations éclatées : du coup, les entreprises s'affranchissent des Etats. Si ceux-ci veulent leur imposer des contrôles trop stricts ou des impôts trop lourds, elles se délocalisent.

La même évolution caractérise les associations : opérer dans des pays différents est aujourd'hui possible pour elles : la multiplication des organisations non-gouvernementales traduit cette dynamique.

Les effets de ces transformations sont spectaculaires : l'Etat-nation, dont le rôle ne cessait de croître depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, est entré en crise. Il a perdu le pouvoir de contrôle qu'il possédait sur l'économie. Dans le domaine écologique, il est de plus en plus soumis aux exigences des associations qui luttent pour la préservation de l'environnement.

Le monde westphalien était fait d'Etats qui géraient l'espace qu'ils contrôlaient et y assuraient l'ordre. Le monde international échappait en revanche à toute règle et relevait des équilibres de

puissance. Dans le monde post-westphalien qui se met en place, les Etats ont perdu une partie de leurs moyens d'action traditionnels ; l'espace international se trouve soumis à une dictature morale, celle des droits de l'homme : c'est en son nom que beaucoup justifient le droit d'ingérence dont la communauté internationale disposerait pour ramener à la raison les Etats déviants – narco-Etats, Etats terroristes, paradis fiscaux, etc.

On voit, à ces exemples, combien les mutations techniques du monde contemporain remettent en cause des modes d'organisation que l'on considérait comme légitimes même s'ils étaient imparfaits.

### *(iii) La crise de la civilisation occidentale*

La crise de l'Etat-nation se double de celle du modèle occidental. Celle-ci ne résulte pas des mutations technologiques que nous venons d'évoquer. Elle provient de la critique des idéologies de progrès, qui fournissaient aux Etats de type européen leur légitimité. Les philosophies de l'histoire qui s'étaient affirmées à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, étaient fondées sur la conviction que l'humanité pouvait prendre en main son destin et assurer le bonheur de chacun sur cette terre. Les niveaux de vie augmentaient, les maladies reculaient, le travail, secondé par les machines, avait cessé d'être aussi pénible. Les hommes disposaient de plus de temps libre pour se distraire, pour s'amuser ou pour s'instruire. La légitimité des régimes politiques occidentaux avait cessé de reposer sur l'idée que les souverains

exerçaient leur pouvoir par délégation divine : ses bases n'étaient plus religieuses, mais idéologiques.

Les critiques de l'idée de progrès se multiplient depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle : les savants et les ingénieurs n'ont cessé d'inventer des outils de destruction, qui rendent les conflits infiniment plus meurtriers que par le passé ; les armements nucléaires peuvent remettre en cause l'avenir de l'humanité ; l'exploitation des ressources que nécessitent les sociétés modernes est devenue si brutale que l'équilibre de l'environnement planétaire est compromis ; l'amélioration, réelle, des conditions de vie d'une partie croissante de l'humanité ne suffit pas à faire disparaître l'angoisse dont souffrent les hommes. Les idéologies n'apportent pas de réponse à cette dernière : la remontée du religieux et la prolifération des sectes témoignent de la profondeur de cette crise.

La crise de la civilisation occidentale crée une incertitude pour le futur : les sociétés s'étaient faites à l'idée que le progrès matériel les transformerait toutes de la même manière ; en observant la société américaine, elles avaient l'impression de découvrir les scènes de leur vie future. Mais quel visage prendra un monde qui n'admettra plus comme valeurs communes qu'un écologisme militant, et la conviction que toutes les cultures se valent et doivent bénéficier d'un égal respect ?

## Conclusion

---

Pour analyser les rapports entre politique et culture, il est possible de partir de la perspective politique comme de la perspective culturelle. Nous avons ici opté pour la première, et montré comment celle-ci s'était progressivement enrichie.

Dans les analyses menées au début du XX<sup>e</sup> siècle, la culture apparaissait comme un héritage ; celui-ci était généralement irrationnel ; il compliquait le fonctionnement des Etats, donnait des orientations dangereuses à la géopolitique et expliquait la diversité des comportements électoraux à partir des résidus d'une histoire mal digérée.

A partir de 1960 ou de 1970, l'approche politique cesse de ne retenir que les données spatiales. Elle découvre que les faits de pouvoir dépendent largement des réseaux matériels et des systèmes de relations institutionnalisées par lesquels transitent les informations nécessaires à la vie commune. Dans la construction du politique, les codes que les gens ont appris à maîtriser constituent le mécano qui leur permet d'assembler les pièces du jeu social. La légitimation du pouvoir repose sur les valeurs partagées, et sur la conviction qu'il existe des ailleurs – dans un autre monde, le ciel, ou dans un autre temps, celui de l'utopie – dont la connaissance donne aux responsables une vision juste et efficace du monde. La politique, au sens le plus noble du terme, permet aux hommes de se bâtir un avenir partagé en construisant une culture qui leur soit commune et qui transcende ce qui jusqu'alors les séparait.

La dernière génération ne croit plus qu'il soit possible d'accéder une fois pour toute à la vérité :

l'esprit humain n'appréhende le monde qu'à travers les sens, toujours imparfaits, et les mots et les images qui en parlent ou les figurent. La connaissance "scientifique" n'est jamais pure : chargée de subjectivité, elle reflète les passions et les intérêts de ceux qui l'élaborent. Une révision de la géographie classique est donc en cours, pour dénoncer les collusions que celle-ci a pu avoir avec le pouvoir – c'est un des thèmes centraux de la géopolitique critique et du postcolonialisme.

Plus significatives encore pour comprendre les orientations actuelles de la réflexion vient la conscience aiguë des crises que traverse le monde contemporain : crise des identités, crise de l'État-nation, effondrement du modèle occidental de société. Ces crises remettent en cause les principes

sur lesquels reposaient les institutions politiques. Elles résultent des transformations d'un monde devenu plus transparent, ce qui affaiblit les attachements locaux et crée de nouvelles formes de liens ; elles reflètent les évolutions que connaissent les cultures. Ces changements remettent en cause les modèles occidentaux de l'État et de la civilisation.

Dans un monde sans certitudes faciles, il importe que tous apprennent à être vigilants. Il est également bon que tous comprennent que la politique peut être l'occasion d'orienter la culture que l'on partage vers un futur plus humain.